



Le laboratoire d'idées de la reconstruction écologique, sociale et républicaine.

RAPPORT D'ACTIVITE

2025





L'INSTITUT ROUSSEAU

“Il est certain que les peuples sont à la longue, ce que le gouvernement les fait être.” Jean-Jacques Rousseau (1755)

Fondé en mars 2020, l'Institut Rousseau est [un laboratoire d'idées indépendant](#), attaché à la reconstruction écologique, sociale et démocratique de nos sociétés, dans toutes ses composantes économiques, sociales et institutionnelles.

À travers lui, intellectuels, chercheurs, fonctionnaires, travailleurs du privé ou du public, entendent promouvoir l'idée d'[une raison républicaine partagée et une vision rigoureuse de l'intérêt général](#), qui s'appuie notamment sur la notion de biens communs.

Nous avons fait le choix de placer ces réflexions sous la figure de Jean-Jacques Rousseau qui faisait du respect de la souveraineté du peuple et de la volonté générale fondée sur un libre exercice de la raison, notre chemin vers la modernité.

Pour répondre à ces défis, nous défendons l'instauration de modes de gouvernance plus collectifs, soucieux d'impliquer les citoyens et de garantir leur confiance dans le temps, ainsi qu'une vision plus volontariste de l'action publique. Le but de notre réflexion est non seulement de fixer un cap mais aussi de décrire les moyens pour l'atteindre.

Notre objectif est de produire [des propositions de politiques publiques innovantes, ambitieuses et opérationnelles](#) et de susciter le débat.

NOTRE ORGANISATION

L'Institut Rousseau repose sur deux instances pour fixer la stratégie et la gestion des affaires courantes :

- [Le Bureau](#) regroupe le Directeur général, la Directrice générale adjointe et le Trésorier qui sont les garants intellectuels et juridiques de l'association.
- [Le Conseil d'Administration](#) impulse collégialement la stratégie de développement et veille à sa réalisation par l'équipe opérationnelle. Il se compose de 14 membres, nommés par cooptation parmi les membres les plus actifs, dont les responsables de pôles opérationnels et les directeurs d'études.

La production intellectuelle de l'Institut Rousseau s'organise autour de 3 [directions d'études](#) reflétant notre vocation généraliste et les enjeux transversaux que nous portons :

- Droit et institutions,
- Economie et politiques publiques,
- Idées, société, géopolitiques.

Les directeurs assurent une cohérence et une unité éditoriale dans la production et animent les groupes de 20 à 60 participants.

Les [22 membres du Conseil Scientifique](#), nommés sur proposition du Conseil d'Administration, représentent des références intellectuelles et garantissent la qualité de la production de l'Institut.

[L'équipe opérationnelle](#) participe activement à l'activité de diffusion et de rayonnement de l'Institut Rousseau, à travers la présence sur les réseaux sociaux, dans la presse ou encore les partenariats internationaux.

Enfin, [1 500 membres font vivre l'Institut Rousseau](#) par leurs contributions intellectuelles à travers des notes, points de vue, travail d'édition ou participation à des événements.

À travers lui, intellectuels, chercheurs, fonctionnaires, travailleurs du privé ou du public, entendent promouvoir l'idée d'une raison républicaine partagée et une vision rigoureuse de l'intérêt général, qui s'appuie notamment sur la notion de biens communs.

Nous avons fait le choix de placer ces réflexions sous la figure de Jean-Jacques Rousseau qui faisait du respect de la souveraineté du peuple et de la volonté générale fondée sur un libre exercice de la raison, notre chemin vers la modernité.

Pour répondre à ces défis, nous défendons l'instauration de modes de gouvernance plus collectifs, soucieux d'impliquer les citoyens et de garantir leur confiance dans le temps, ainsi qu'une vision plus volontariste de l'action publique. Le but de notre réflexion est non seulement de fixer un cap mais aussi de décrire les moyens pour l'atteindre.

Notre objectif est de produire des propositions de politiques publiques innovantes, ambitieuses et opérationnelles et de susciter le débat.

Conseil d'Administration



Beverley Toudic
Directrice adjointe



Nicolas Dufrêne
Directeur



Emilie Lory
Secrétaire Générale



Gabriel Butin
Trésorier



Nathan Combet
Co-directeur des études économiques



Marie-Bénédicte Fradin
Directrice des Relations Publiques et Partenariales



Arnaud Iss
Directeur des études internationales et Europe



Guillaume Kerlero de Rosbo
Directeur des études écologiques



Gabriel Malek
Co-directeur des études économiques



Philippe Moutenet
Directeur des études sur les affaires sociales

Conseil scientifique

Droit et institutions

Mahaut CHAUDOUËT-DELMAS

Dorian GUINARD

Magali LAFOURCADE

Benjamin MOREL

Chloé RIDEL

Nathan SPERBER

Beverley TOUDIC

Economie et politiques publiques

César DUGAST

Nicolas DUFRENE

Rémi LATASTE

Léa LUGASSY

Guillaume KERLERO DE ROSBO

Ano KUHANATHAN

Ilian MOUNDLIB

Philippe MOUTENET

Jean-François PONSOT

Pavlina TECHERNEVA

Idées, société, géopolitique

Antoine CARGOËT

Fabien ESCALONA

Pierre GILBERT

Arnaud ISS

Hervé LE BRAS

L'institut Rousseau

DEPUIS 2020

En 2020, l'Institut Rousseau a consolidé sa base d'adhérents avec 700 membres, et a marqué une forte présence médiatique avec 68 retombées. L'Institut a intensifié son activité de publication avec 80 notes et éditos publiés, tout en élargissant son influence à travers une newsletter envoyée à 7 000 abonnés. Cette année-là, l'Institut a également lancé une initiative importante avec la publication de "Une nouvelle République des citoyens", proposant 50 propositions pour renouveler les institutions françaises. Ces efforts ont permis de positionner l'Institut comme un acteur clé dans le débat public sur la réforme démocratique et la transition écologique.

L'année 2021 a vu une croissance notable avec 800 adhérents et 250 membres contributeurs, témoignant de l'engagement croissant autour de l'Institut. La newsletter a atteint 11 000 inscrits, élargissant encore son audience. L'Institut a publié 25 notes et éditos et obtenu 48 retombées médiatiques, contribuant à accroître sa visibilité. Parmi les réalisations phares de l'année, l'Institut a influencé les débats législatifs en proposant des amendements sur le projet de loi Climat, en collaborant avec les Amis de la Terre sur une étude sur le secteur pétrolier, et en lançant une campagne pour créer un million d'emplois verts. L'Institut a également organisé plusieurs webinaires, dont ceux sur "Le futur selon l'Institut Rousseau" et "Agenda 2030 : enjeux économiques et financiers", accompagnés de 15 policy papers.

En 2022, l'Institut Rousseau a franchi un nouveau cap avec 1 000 adhérents et 69 retombées médiatiques. La production de contenu est restée soutenue avec 53 notes et éditos publiés. Un des rapports marquants de l'année a été "2% pour 2°C", qui a examiné les investissements nécessaires pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, consolidant ainsi le rôle de l'Institut en tant que référent sur la transition énergétique et les politiques climatiques. L'Institut a continué de se faire entendre dans les médias et a renforcé sa position d'acteur majeur dans les débats sur la décarbonation et la régulation financière.

En 2023, bien que le nombre de publications ait diminué avec 44 notes et éditos, l'Institut a maintenu son influence avec 47 retombées médiatiques. L'année a été marquée par une diversification de ses activités, notamment avec la publication du rapport "Road to Net Zero" et l'organisation d'événements comme des webinaires et conférences. L'Institut a continué à apporter des contributions substantielles sur des sujets tels que la transition énergétique et la régulation financière, renforçant ainsi son rôle dans la définition des politiques publiques liées à la décarbonation et à la justice sociale.

L'institut Rousseau

L'année 2024 marque une étape clé pour l'Institut Rousseau, qui a élargi ses activités pour répondre aux enjeux actuels, notamment la promotion de solutions concrètes pour une transition écologique et républicaine. L'Institut a intensifié ses efforts pour influencer le débat public et les politiques à travers des rapports, des collaborations et des événements majeurs, renforçant ainsi son rôle dans la définition des politiques de demain.

L'Institut a renforcé ses équipes pour mieux répondre aux défis grandissants. Un effort particulier a été mis sur le développement des compétences en communication pour maximiser l'impact des publications. Les plans pour 2024 incluent :

- Intensification des recherches sur la régulation climatique et économique : produire des rapports encore plus approfondis pour guider les politiques publiques sur les thèmes de la transition énergétique et de la justice économique.
- Élargissement des actions de sensibilisation : organiser davantage d'événements accessibles aux citoyens pour renforcer l'impact de l'Institut dans le débat public.

Aussi, outre l'événement aux Mines de Paris, l'Institut Rousseau a organisé des webinaires, des conférences et des débats ouverts. Ces rencontres ont permis de sensibiliser un large public aux enjeux de la transition écologique et de mobiliser des acteurs de divers horizons pour partager des perspectives variées et favoriser un dialogue constructif.

Rapport d'activité 2023 - 2024

PRODUCTION INTELLECTUELLE

Depuis 2020

Plus de 200 publications (notes, rapports et tribunes) avec une mobilisation de plus de 400 auteurs.

L'année 2024 en chiffres

- 44 notes et éditos publiés,
- Un débat
- 1 rapport rendu au Parlement européen intitulé "Les crypto-actifs: du mirage à la réalité, penser l'impact financier, économique, écologique et politique des crypto-actifs."
- 9 points de vue rédigés sur des actualités économiques, sociales et institutionnelles par des membres de l'Institut Rousseau.
- De nombreuses reprises des travaux de l'Institut dans la presse, plusieurs tribunes rédigées et diffusées dans de grands journaux, plusieurs interventions dans des médias écrits comme télévisuels et de nombreuses interventions de membres de l'Institut dans différentes conférences ou évènements.

Quelques travaux publiés par l'Institut en 2024

- "Revaloriser les métiers du lien après la crise, un enjeu social, économique, politique", par Mahaut Chaudouët-Delmas.
- "Pour 500 millions d'euros, soit 6 euros par habitant, une offre de permanence des soins ambulatoires performante est possible", par Philippe Moutenet présentée au cabinet du Ministre de la Santé en octobre 2023.
- "Semaine de quatre jours : le temps du monde d'après" et "Pour un ministère du Temps libéré", par Charles Adrianssens et Paul Montjotin, qui ont été présentées dans le cadre du Festival des idées organisé le 8 juillet 2023, à La-Charité-sur-Loire, et ont abouti à un livre publié aux éditions du Faubourg. Dans la presse : "Sommes-nous enfin prêts pour la semaine de 4 jours?", par Mathilde Simon, publié le 06/05/2023 dans Usbek et Rica
- "Retraites : une réforme radicalement solidaire et écologique est possible", par Philippe Moutenet, Charles Adrianssens, Jean-Yves Neveu et Paul Montjotin.
- "Quelle stratégie pour un logement abordable et durable ?", par Nicolas Desquinabo
- "EDF, la concurrence jusqu'à la lie ?", par Adrien Sergent.
- "L'écologie, combat du siècle ? La transformation de la finance n'a pas eu lieu", par Riwan Driouich et Anne Saviuc
- "Mettre l'administration au service de l'éducation civique", par Paul Klotz

Proposition de loi : "Comment améliorer le traitement des enjeux écologiques dans les médias ?"

L'Institut Rousseau et Quota Climat ont publié en juillet 2023 une note et une proposition de loi et ont poussé à la création d'un groupe de travail transpartisan à l'Assemblée Nationale, portée par le député Stéphane Delautrette, afin d'améliorer le traitement médiatique des enjeux écologiques en France.

Partant du constat que les médias traitent peu et mal de l'urgence écologique, les auteurs proposent un éventail de dispositifs complémentaires pour améliorer qualitativement et quantitativement le traitement médiatique des enjeux écologiques, dans le respect des libertés et des droits des médias.

Ils prônent une meilleure formation initiale et continue des journalistes aux enjeux écologiques et leurs inscription dans la charte du Journalisme. Un Observatoire de la couverture médiatique des enjeux environnementaux et de durabilité pourrait être créé afin de produire des données objectives sur le traitement médiatique des enjeux écologiques.

Les prérogatives de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) sur le volet écologique seraient renforcées pour garantir "le respect du droit à l'information sur les enjeux environnementaux et de durabilité" et lutter contre les fausses informations en ligne. L'Arcom serait aussi chargé d'encadrer la publicité contre les pratiques de consommation polluantes.

Discussion dans la presse de la proposition de loi :

- "Un groupe de travail transpartisan sur le traitement médiatique de l'urgence climatique lancé à l'Assemblée Nationale", par Adeline Haverland, publiée le 19/07/2023 dans AEF info.
- "Climatoscepticisme dans les médias : des députés planchent sur une loi", par Hervé Kempf, publié le 21/07/2023 dans Reporterre.
- "Un projet de loi prévoit-il d'interdire les prises de position climatosceptiques dans les médias ?", par Luc Peillon, publié le 29/09/2023 dans Libération

Quelques points de vue

- "La France en miettes. Les apprentis sorciers de la différenciation territoriale" par Benjamin Morel à l'occasion de la sortie de son livre "La France en miettes. Le régionalisme, l'autre séparatisme" aux éditions du Cerf.
- "Prêtons l'oreille aux voix de l'Europe Centrale, par Ulysse Manhes qui a produit une chronique estivale "Voix d'Europe centrale" sur France Culture.
- "L'action climatique est-elle soluble dans le pétrole", par Thibaud Voïta sur les enjeux de la COP28 avec une intervention média sur France Info.

Rapport d'activité 2023 - 2024

DIFFUSION ET INFLUENCE

Médias

L'Institut Rousseau dans les médias

- "L'inflation était un impôt sur la rente, elle est devenue un impôt sur les travailleurs", interview d'Ano Kuhanathan, publié 25/01/2023 dans Alternatives économiques
- "L'euro numérique, c'est la volonté de retrouver une forme de volontarisme monétaire", interview de Nicolas Dufrêne, par Martin Ferron diffusé le 26/01/2023 dans BPI France
- "La crise du coût de la vie va durer", recension du livre Les nouveaux pauvres d'Ano Kuhanathan, par Guillaume de Calignon publié 29/01/2023 dans les Echos
- "S3 : Inflation, le grand appauvrissement ?", interview d'Ano Kuhanathan dans C ce soir sur FranceTV
- "À quoi rêvent les ouvriers ?", interview de Philippe Moutenet, diffusé le 1/04/2023 sur Public Sénat Pro
- "Poutine-Biden : le retour des blocs Est-Ouest ?", interview de Chloé Ridel le 23/02/2023 dans France Culture
- "Les démocraties scandinave et allemande parviennent à produire davantage de dialogue politique et social que nous" interview de Matthieu Caron à propos du livre Réveillez la démocratie en partenariat avec l'Institut Rousseau, le 27/02/2023 dans Horizons publics
- "Ce rapport très critique contre les cryptos porté par un eurodéputé français et l'Institut Rousseau", Pauline Armandet diffusé le 06/03//2023 sur BFMTV
- "Investissements climat : la querelle des milliards", par Hadrien Hainaut publié le 07/04/2023 dans I4CE
- "Cryptomonnaies : la BCE juge que l'Europe ne va pas assez loin dans la régulation", par Arthur Le Denn, publié le 11/04/2023 dans Les Echos
- "Faut-il instaurer un droit à la paresse ?", interview de Paul Montjotin diffusé le 25/08/2023 sur France Inter
- "L'Europe court après de nouvelles technologies qui ne sont pas matures » interview d'Ophélie Coelho par Philippe Richard, le 11/10/2023 dans Techniques de l'Ingénieur
- "Il faut effacer la dette publique", interview de Nicolas Dufrêne le 30/10/2023 dans Boursorama
- "Décryptage avec l'économiste Ano Kuhanathan : La réindustrialisation de la France n'aura pas lieu", par Agnès Farrugia publié le 16/11/2023 dans Nice Matin

- Nicolas Dufrêne invité de la Librairie de l'éco - Samedi 25 novembre, le 29/11/2023 sur BFMTV
- "Faut-il développer les techniques d'enfouissement du CO2 ?", interview de Pierre Gilbert le 06/12/2023 sur France Culture
- "À Davos, le salut ne viendra pas de ceux qui ont bâti le système", interview de Nicolas Dufrêne Juliette Quef, publié le 17/01/2024 dans Vert.

Quelques tribunes écrites par des membres de l'Institut Rousseau

- "Les politiques en France ne sont pas seulement insuffisantes, elles sont fortement pro-fossiles", par Nicolas Desquinabo publié le 20/01/2023 dans Le Monde
- "Il faut renoncer définitivement à des objectifs chiffrés de dette et de déficit rapportés au PIB", par Nicolas Dufrêne publié le 05/05/2023 dans Le Monde
- "Pour garantir à chacun du temps libre, créons un ministère du Temps libéré", par l'Institut Rousseau publié le 03/08/2023 dans l'Obs
- "La dette doit nous inviter à dépasser nos débats traditionnels entre gauche et droite", par Nicolas Dufrêne publié le 13/12/2023 dans Le Monde

Notre podcast

6 podcasts sur la démocratie avec le média citoyen Le Moment en partenariat avec À nous la démocratie :

- Les médias avec Anastasia Magat
- Le climat avec Hélié de Montety
- La 6ème République Hélié de Montety
- La joie avec Hélié de Montety
- Le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) avec Hélié de Montety
- La légitimité avec Benjamin Morel et Beverley Toudic



Événements

- "Conférence-débat sur les crypto-actifs" par l'Institut Rousseau le 6 mars 2024 à Paris, organisé par le député européen Emmanuel Maurel
- Conférence "Présentation du rapport 2% pour 2°C", par l'Institut Rousseau le 3 avril 2023 au salon la Rochefoucauld à l'hôtel des Arts et métiers, organisée par l'association de l'école des affaires publiques de Sciences Po Paris.

- Table-ronde "Climat : La désobéissance civile est-elle inévitable ?" à l'Univershifité à Nantes le 18 juin 2023 par Anastasia Magat
- Table-ronde "Décarboner la France : quels emplois, quels investissements ?", à l'Académie du Climat avec le Shift, pour HEC Transition le 27 juin 2023 par Guillaume Kerlero de Rosbo
- Table-ronde "Les solutions des think tanks en débat", Note du Ministère du temps libéré présentée dans le cadre du Festival des idées, le 8 juillet 2023, à La-Charité-sur-Loire par Paul Montjotin.
- "Lancement officiel d'un groupe de travail transpartisan relatif au traitement médiatique de l'urgence écologique", organisé par Stéphane Delautrette, Quota Climat et l'Institut Rousseau, le 19 juillet 2023 à la Salle des Fêtes de l'Assemblée Nationale à Paris.
- Table-ronde "Les Think tanks : des lobbys comme les autres ?" à l'Université des mouvements sociaux et des solidarités à Bobigny le 25 août 2023 par Anastasia Magat
- Table-ronde "Transition : comment faire basculer les opinions ?" suite à la projection de 12 hommes en colère, au Festival Projection Transition, le 18 novembre 2023 à Paris, par Anastasia Magat
- Table-ronde "Qu'avons-nous en commun ?" à la première Agora des Etats généraux de l'information, le 29 novembre 2023 à Auxerre, par Anastasia Magat



Nos partenaires



PROJETS POUR 2025

1. Objectifs de réalisation autour de grands projets thématiques :

66 projets prévus nécessitant votre soutien financier :

- 12 projets de production de notes sur des enjeux majeurs de politique publique alignés avec les priorités de l'Institut
- 24 capsules vidéo présentant les productions intellectuelles de l'Institut
- 10 événements destinés aux adhérents
- 5 entretiens vidéo avec des intellectuels ou des experts de l'action publique
- 6 petits-déjeuners d'information et d'échange autour des travaux de l'Institut
- 6 conférences ouvertes au grand public
- 2 sondages réalisés pour soutenir les études de l'Institut
- 1 travail de rédaction d'une proposition de loi transpartisane sur la sobriété hydrique

Ces projets donneront lieu à plusieurs indicateurs, mis à jour chaque mois, incluant :

- Le nombre de notes publiées
- Le nombre de citations des travaux de l'Institut dans la presse
- Le nombre de conférences organisées
- Le nombre de vues sur les réseaux sociaux et la chaîne YouTube de l'Institut
- Le nombre d'invitations à des auditions parlementaires et dans les institutions publiques pour présenter les travaux de l'Institut

2. Besoin de financement en soutien à ces projets

Nous avons pour objectif de lever 40 000 euros via des dons et du mécénat afin de financer 12 projets majeurs. Ces projets comprendront des initiatives de production vidéo, l'organisation de conférences et d'événements publics, ainsi que des actions de diffusion ciblées auprès des citoyens, des administrations publiques et des élus. Ces financements permettront de couvrir les coûts nécessaires à la réalisation et à la promotion de ces projets pour atteindre un large public.

Parallèlement, nous prévoyons de récolter 10 000 € supplémentaires grâce aux adhésions et dons de nos membres. Cette somme sera utilisée pour financer notre organisation interne, c'est-à-dire les coûts de gestion, le personnel et les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'Institut. En outre, pour diversifier nos sources de revenus, nous allons lancer une activité lucrative et complémentaire : des formations spécifiquement destinées aux fonctionnaires et aux élus. Cette activité, bien qu'accessoire à notre mission principale, sera conçue pour être autofinancée à partir de 2025, générant ainsi un revenu supplémentaire sans solliciter des fonds extérieurs.

COMPTE RENDU 2023 - 2024

Direction des études écologiques

Institutionnalisation de la sobriété hydrique en France

Résumé

Cette note, actuellement en cours d'élaboration, est proposée par l'Institut Rousseau et le collectif Pour un Réveil Écologique. Elle traite de l'institutionnalisation de la sobriété hydrique en France.

Pour institutionnaliser la sobriété hydrique, trois grands axes doivent être développés. Le premier consiste à reconnaître l'eau comme un bien commun, ce qui implique de transformer cette idée en un ensemble de politiques publiques concrètes. Cela comprend l'application du principe du pollueur-payeur, la mise en place d'une tarification progressive de l'eau, ainsi que la rénovation des infrastructures de distribution comme les canalisations. Face à la raréfaction de cette ressource, l'État doit organiser le partage de l'eau, en donnant la priorité au droit d'accès à cette ressource sur tout usage excessif ou privatif qui en priverait d'autres.

Le deuxième axe porte sur la régénération du grand cycle de l'eau, en repensant en profondeur les modes d'aménagement du territoire. Il s'agit d'appliquer le concept d'hydrologie régénérative, qui repose sur trois principes clés : « ralentir, répartir et infiltrer ». Cette approche doit être appliquée aussi bien à l'agriculture qu'à l'urbanisme. Face à des événements climatiques de plus en plus extrêmes, comme les fortes pluies et les inondations qui en résultent, il est crucial de déconstruire les surfaces imperméables, de végétaliser et de restaurer le fonctionnement naturel des cours d'eau. L'objectif est de créer des villes "éponges", capables d'absorber les excès d'eau.

Enfin, le dernier pilier consiste à réformer les institutions de l'eau pour adopter une gestion collective et durable de la ressource. Cela inclut d'encourager et d'accompagner les collectivités à gérer l'eau en régie publique, en leur fournissant les ressources financières et techniques nécessaires. Dans le cadre de délégations de service public, les Agences de l'eau devraient jouer un rôle central en aidant les collectivités à définir des contrats de délégation imposant des objectifs environnementaux et sociaux, notamment en matière de sobriété hydrique.

Objectifs de diffusion

- Large diffusion auprès de la presse, du grand public et des élus.
- Organisation d'une conférence à Paris et d'une conférence à Grenoble.

Objectif en termes de politique publique

Elaboration d'une proposition de loi visant à renforcer la sobriété hydrique, qui sera communiquée à tous les parlementaires

Analyse des subventions publiques à la pêche dans un contexte de développement durable

Résumé

Nous continuerons à collaborer avec l'association Bloom afin d'analyser les subventions publiques destinées au secteur de la pêche. Cette analyse reposera sur un travail approfondi d'examen des données relatives à toutes les aides directes et indirectes, dans le but d'évaluer objectivement le soutien public accordé aux différents acteurs du secteur. Sur cette base, nous formulerons des propositions visant à promouvoir une pêche plus artisanale et respectueuse de la biodiversité marine, tout en soutenant les marins-pêcheurs dans le cadre d'une transition vers un modèle de reconstruction écologique.

Objectifs de diffusion

- Large diffusion sera réalisée auprès de la presse, du grand public et des élus.
- Des vidéos dessinées de vulgarisation accompagneront la présentation des propositions de l'auteur de la note à destination du grand public.
- Une conférence de presse sera organisée à Bruxelles, suivie d'un webinaire en ligne, auquel participeront des acteurs clés du secteur pour discuter des enjeux et des propositions.

Direction des affaires sociales

Effort national de lutte contre l'exclusion

Résumé

Ce rapport se composera de trois notes, chacune abordant un axe spécifique pour traiter la question de l'exclusion sociale :

- Une note sur le pilotage et la gouvernance des politiques de lutte contre l'exclusion, avec une publication prévue pour mars 2024.
- Une note formulant des propositions pour améliorer la sécurisation des parcours professionnels des personnes en situation de précarité, dont la publication est envisagée pour avril 2024.
- Une note traitant de la levée des obstacles liés au logement et à l'hébergement des personnes précaires, avec une date de publication prévue pour mai 2024.

Objectifs de diffusion

Une large diffusion sera effectuée auprès de la presse, du grand public et des élus. Nous réaliserons également un entretien vidéo entre les auteurs de la note, des chercheurs et des experts, ainsi que des capsules de vulgarisation des propositions de l'Institut Rousseau, afin d'élargir la diffusion de ces idées auprès des citoyens. En clôture de cette initiative, une conférence aura lieu en juin 2024, abordant l'effort national de lutte contre l'exclusion. Parmi les intervenants pressentis figurent Julien Damon, sociologue et enseignant à Sciences-Po, ainsi que Serge Paugam, auteur de nombreux ouvrages sur la disqualification sociale.

Vers une sécurité sociale de redirection écologique

Résumé

Ce projet se déroule en deux étapes :

- Étape 1 : une enquête visant à recueillir la vision et les attentes des travailleurs de différents secteurs d'activité ayant de fortes externalités environnementales négatives, autour de trois axes d'analyse. Le rapport d'enquête est prévu pour juin 2024.
- Étape 2 : une note de politique publique proposant les principes d'une expérimentation de la sécurité sociale de redirection écologique, avec une publication prévue fin 2024 et début 2025.

Plusieurs partenaires sont associés à ce projet, dont le Réseau Salarial, Shift Project, Printemps écologique, Réveil écologique, l'Institut Veblen, la CGT cadres, l'Université de Montpellier, ainsi que l'école de management de Clermont-Ferrand (Master of Science Strategy/Design for the Anthropocene).

Objectifs de diffusion

Les mesures clés seront produites et diffusées largement au grand public à travers les réseaux sociaux et la chaîne YouTube de l'Institut Rousseau. Une large diffusion sera également réalisée auprès de la presse, du grand public et des élus. En fin 2024 et début 2025, un événement majeur de présentation des résultats sera organisé, en collaboration avec la coalition de partenaires impliqués dans le projet.

Direction des études économiques et financières

Projet relatif à l'inclusion économique, à la création et au partage de la valeur

Résumé

Le projet est dirigé par Ano Kuhanathan, économiste et membre du Conseil d'administration de l'Institut Rousseau, ainsi qu'Achraf Manar, fondateur de Destins Liés.

En partenariat avec Destins Liés, une note sera rédigée sur le partage de la valeur ajoutée et ses évolutions au sein de la société française, en lien avec les politiques publiques dans les domaines fiscal, financier, monétaire et budgétaire. Un focus particulier sera fait sur les politiques d'inclusion dans les quartiers prioritaires, ainsi que sur l'évolution de la pauvreté en France.

Objectifs de diffusion

- Une large diffusion sera effectuée auprès de la presse, du grand public et des élus, incluant notamment l'organisation d'un petit déjeuner de présentation de la note à des acteurs clés, ainsi que la présentation des résultats d'un sondage mené auprès des Français.

- Les mesures clés seront produites et diffusées au grand public à travers les réseaux sociaux et la chaîne YouTube de l'Institut Rousseau.
- Une conférence grand public sera également organisée dans un quartier populaire, axée sur l'inclusion, en partenariat avec des associations directement concernées, telles que Destins Liés (partenaire du projet). Cette initiative permettra de renforcer l'engagement communautaire et de favoriser une discussion ouverte sur les enjeux de l'inclusion.

Nouveau contrat social nécessaire pour réindustrialiser la France

Résumé

Le projet est dirigé par Ano Kuhanathan, économiste et membre du Conseil d'administration de l'Institut Rousseau, ainsi que Nicolas Dufrêne, directeur de l'Institut Rousseau. Il est réalisé en partenariat avec la chercheuse Anaïs Voy-Gillis, Chercheuse associée au CEREGE - IAE de Poitiers. Une note sera rédigée sur les voies et moyens permettant de réindustrialiser la France tout en assurant la reconversion bas-carbone de l'industrielle. La publication de cette note est prévue pour la fin 2024-début 2025.

Objectifs de diffusion

Large diffusion auprès de la presse, du grand public et des élus, incluant un petit déjeuner de présentation de la note à des acteurs clés. Production et diffusion des mesures clés via les réseaux sociaux et la chaîne YouTube de l'Institut Rousseau. Organisation d'une conférence grand public avec présentation du rapport par les auteurs et une table ronde réunissant des acteurs industriels et politiques pour discuter des propositions.

Direction des études internationales et Europe

Garantir le droit d'asile en France et en Europe

Résumé

Étude dirigée par Alain Dontaine, chercheur à l'Université Grenoble Alpes et membre de l'équipe internationale de l'Institut Rousseau. Cette réflexion porte sur la politique migratoire de l'Union Européenne, en particulier sur la question du statut des réfugiés. Le travail devrait aboutir à une proposition de création d'un statut européen de « visa humanitaire ».

Objectifs de diffusion

- Large diffusion auprès de la presse, du grand public et des élus.
- Production et diffusion au grand public des mesures clés via les réseaux sociaux et la chaîne Youtube de l'Institut Rousseau.

- Conférence sur le droit d'asile et son plein garanti en France et en Europe, incluant une présentation de la note dirigée par Alain Dontaine. La conférence abordera les thèmes suivants :
 - Situation dans les principaux pays d'origine des demandeurs d'asile et causes des départs,
 - Parcours migratoire, obstacles au dépôt d'une demande d'asile,
 - Conditions d'accueil en Europe des demandeurs d'asile,
 - Propositions proposées par la note.

Renforcement des relations UE - Amérique latine

Résumé

Fabien Lassalle-Humez, journaliste, analyse les relations historiques et contemporaines entre l'Union Européenne et l'Amérique Latine, tant sur le plan politique qu'économique, notamment avec le Mercosur. Bien que partageant une langue commune avec certains pays européens, ces relations restent ambivalentes. L'auteur propose plusieurs mesures diplomatiques pour renforcer ces liens.

Objectifs de diffusion

- Large diffusion auprès de la presse, du grand public et des élus.
- Production et diffusion des mesures clés via les réseaux sociaux et la chaîne YouTube de l'Institut Rousseau.
- Organisation d'une conférence grand public sur les convergences et les perspectives d'avenir entre l'Union Européenne et l'Amérique Latine. La conférence inclura une présentation de la note par l'auteur, ainsi que des interventions de chercheurs, de membres du groupe d'amitié France - pays d'Amérique Latine, de représentants du MEAE ou du SEAE, sur les thèmes suivants :
 - Enjeux climatiques et coopérations
 - Luttés sociétales et sociales en Amérique Latine et correspondances avec l'UE
 - Comment renforcer et approfondir les relations entre ces deux régions.

Direction des études institutionnelles

Démocratisation des institutions de l'Union européenne

Résumé

Projet dirigé par Beverley Toudic, chercheuse à l'Université de Lille en droit constitutionnel et en sciences politiques. Réalisation d'un dossier sur les enjeux et le mode de scrutin des élections européennes, dans le cadre d'une réflexion sur la démocratisation des institutions de l'Union européenne et l'analyse des propositions formulées dans les programmes politiques.

Objectifs de diffusion

- Large diffusion auprès de la presse, du grand public et des élus, avec l'organisation d'un petit déjeuner de présentation de la note à des acteurs clés, ainsi que la diffusion des résultats d'un sondage réalisé auprès des Français.
- Production et diffusion des mesures clés via les réseaux sociaux et la chaîne YouTube de l'Institut Rousseau. Nous poursuivrons également l'enregistrement et la diffusion de notre podcast, Le Moment démocratique, avec un épisode dédié aux élections européennes et à l'abstention.
- Organisation d'un évènement au printemps 2024 pour débattre des enjeux des élections législatives européennes.

Séparation des fonctions consultatives et contentieuses du Conseil d'État

Résumé

Cette note sera portée par deux chercheurs en droit public et sciences politiques, John-Christopher Rolland et Georgina Vincent.

Objectifs de diffusion

- Large diffusion auprès de la presse, du grand public et des élus, avec l'organisation d'un petit déjeuner de présentation de la note à des acteurs clés.
- Organisation d'une conférence dans un cadre universitaire.
- Production et diffusion des enjeux démocratiques et des propositions de réforme via notre podcast Le Moment démocratique, nos réseaux sociaux et notre chaîne YouTube..

Directions des études culturelles et éducatives

Série de textes à vocation intellectuelle - Rousseau un penseur du XXIème siècle

Résumé

Ce projet sera dirigé par Marion Lamourette, haute-fonctionnaire, avec Flora Champy, docteure en littérature et professeure assistante à Princeton, Matthieu Abgrall, docteur en histoire ancienne, diplômé de Stanford, et Emma Carenini, agrégée de philosophie. Il poursuit une première série de notes réalisée par Matthieu Abgrall à l'été 2021. L'objectif est de continuer cette réflexion en confrontant la pensée de Rousseau aux grands défis contemporains. Publiée pendant l'été, cette série de notes invite à une pause intellectuelle, un recul sur notre époque, pour la reconnecter au penseur des Lumières.

Objectifs de diffusion

- Un entretien vidéo entre les auteurs sera produit pour une discussion philosophique et culturelle, destiné au grand public.

- En parallèle, des vidéos courtes, chacune dédiée à un thème abordé par les auteurs, seront réalisées pour explorer les différentes facettes de la pensée de Rousseau. Ces vidéos seront diffusées sur les réseaux sociaux et la chaîne YouTube de l'Institut Rousseau.
- Le partenariat avec le musée des Charmettes à Chambéry sera également renouvelé dans le cadre du festival Jean-Jacques Rousseau.